

ÉMANCIPATION

Pour combattre la régression sociale comme les attaques de Macron, changer d'orientation !

Pour combattre la régression sociale comme les attaques de Macron, changer d'orientation ! La gravité de la crise sanitaire et sociale, est un élément tragique de la politique d'agression globale de Macron : Fonction publique, retraites, assurance chômage, Sécurité sociale, environnement, répression, violences policières, libertés fondamentales, justice des mi- neur.es, impossible d'être exhaustif... À part les possédant.es per-sonne n'est épargné, jeunesse, ensemble des travailleur.es, re-traité.es... la souffrance professionnelle et la misère explosent.

Or, la direction de la FSU, au lieu d'offrir des perspectives à la colère sociale et de construire un rapport de force sur des revendications claires, refuse la confrontation, s'enferme dans des « concertations », cautions à la politique du pouvoir et s'en remet à une hypothétique alternance électorale en 2022.

Nous proposons une toute autre orientation :

Rompre avec la soumission des services publics aux intérêts du capitalisme : ce qui suppose

- d'abroger les contre-réformes de la Fonction publique, de l'Hôpital public, de l'École. Et de combattre l'embrigadement de la jeunesse (Service national universel), la liquidation de l'éducation prioritaire, le démantèlement du cadre national de l'éducation de la maternelle à l'université.
- de se battre pour un plan d'urgence pour les services publics : contre la précarité (réemploi et titularisation immédiate et sans condition de tous les personnels précaires) et le blocage des salaires, création de tous les postes statutaires nécessaires.
- d'agir pour une école publique égalitaire et non ségrégative, fondée sur la laïcité, le droit à l'éducation et le développement de l'esprit critique pour tous les jeunes, une école sans hiérarchie entre les savoirs. Cela suppose la baisse des effectifs par classe et de défendre la liberté pédagogique.

Défendre les libertés démocratiques, le droit à s'organiser, à lutter, à manifester et donc abroger tous les dispositifs liberticides : lois « Sécurité globale » et sur les « séparatismes », pérennisation de pouvoirs d'exception suite à « l'état d'urgence sanitaire ». Mais aussi répondre par la solidarité collective à la répression des jeunes, des exilé.es, des militant.es (nos camarades de Melle, Clermont et Dijon). Favoriser l'auto-organisation et la démocratie dans les luttes par des AG de personnels souveraines qui se coordonnent à tous niveaux. Les luttes récentes (bac Blanquer, AED...) montrent que les personnels peuvent s'engager dans l'action si elle est organisée et contrôlée à la base.

Pour y concourir, votez pour la liste Émancipation

Pour tout contact :

tendance.emancipation@gmail.com

www.emancipation.fr